



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1106

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ

M. le président. La parole est à Mme Marie-Louise Fort, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Marie-Louise Fort. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Dans la lutte contre l'insécurité comme dans la lutte contre le chômage, l'heure du bilan de votre première année a sonné. Et vous avez échoué ! (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe UMP.)

Cet échec est le vôtre et celui du Gouvernement. Nous rendons un hommage appuyé aux forces de l'ordre, qui font tout pour protéger nos concitoyens, mais qui ne sont vraiment pas aidées par vos décisions hasardeuses. En effet, nous dénonçons vivement la politique d'impunité dont vous êtes le complice consentant. Vous avalisez une politique pénale qui déresponsabilise et fait quasiment passer les délinquants pour des victimes !
(*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous préférez perdre vos arbitrages plutôt que renoncer à un poste ministériel tremplin... Toujours plus de communication et de médiatisation, avec les mêmes mots et les mêmes mimiques martiales, le doigt menaçant !
(*Interruptions sur les bancs du groupe SRC.*)

J'anticipe votre réponse : cessez donc de mettre sur le dos de vos prédécesseurs les résultats de votre inaction ou de vos arbitrages perdus !

D'après les indicateurs établis à votre demande et par vos services, il apparaît ainsi, par exemple, que les cambriolages augmentent de 10 %, tout comme les violences sexuelles. Et tous les indicateurs vont dans le sens d'une hausse des infractions commises.

Moi qui ai pris l'initiative d'une loi contre l'inceste, je sais que derrière ces chiffres désincarnés, il y a des victimes qui souffrent dans leur chair et dans leurs biens. Alors, monsieur le ministre, ressaisissez-vous ! Vous pourrez doubler les effectifs, la délinquance continuera d'augmenter tant que le Gouvernement persistera dans la voie du laxisme pénal.

Avec l'abolition des peines planchers, quel signal envoyez-vous aux récidivistes ? Vous leur dites : « Continuez ! » Avec cette nouveauté de la liberté en dessous de cinq ans de prison, quel message lancez-vous ? « N'hésitez pas ! »

Alors, pour vous paraphraser, lorsqu'à ma place vous interpelliez ici un ministre, je vous dis : « Épargnez-nous votre morgue et veuillez enfin nous écouter ! » (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. Exclamations*)

sur les bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Madame la députée Marie-Louise Fort, personne ne nie l'existence de la violence dans la société. Malheureusement, elle est présente. Oui, il y a une augmentation depuis déjà très longtemps – près de 30 % au cours de ces dix dernières années – des vols avec violence, des braquages qui blessent et qui tuent. Oui, il y a une augmentation des violences faites aux femmes qui sont insupportables. Oui, le trafic de drogue gangrène de nombreux quartiers.

Alors, il y a deux attitudes face à cela : alimenter la polémique à partir d'éléments tronqués, de statistiques biaisées, d'arguments fallacieux, ou dire la vérité et agir. Vous avez choisi, nous l'avons compris, la première solution.

M. Guy Teissier. La seconde !

M. Manuel Valls, *ministre*. Vous n'êtes pas la même quand nous nous retrouvons sur le terrain pour parler ensemble des problèmes de sécurité. (« Ah ! » *sur les bancs du groupe SRC.*) Mais je reconnais qu'ici, à l'Assemblée nationale, les choses sont différentes. Assumez-le tranquillement.

La majorité précédente, le Gouvernement précédent ont masqué la réalité. Vous avez maquillé les statistiques de la délinquance : à partir de 2006, 130 000 faits annuels ont tout simplement disparu des statistiques. Nous, nous avons fait le choix d'affronter la réalité. Nous avons assuré l'indépendance de l'Observatoire national de la délinquance. Nous n'avons pas peur de la réalité, contrairement à vous. Il faut la regarder en face, pour agir.

Vous avez supprimé 13 700 postes de policiers et de gendarmes en cinq ans, dont 1 800 postes de CRS. Nous, nous remplaçons tous les départs à la retraite, et nous créons des postes de policiers et de gendarmes tous les ans. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous, vous avez laissé la situation se dégrader dans les quartiers. Nous, nous créons les zones de sécurité prioritaires, qui donnent des résultats parce que nous nous attaquons aux racines de la délinquance. Vous, vous opposez la police et la justice. Nous, nous considérons que les magistrats et les forces de l'ordre doivent travailler ensemble, pas pour polémiquer. La sécurité est un sujet suffisamment sérieux pour ne pas polémiquer, mais pour se rassembler, pour les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Louise Fort](#)

Circonscription : Yonne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1106

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 septembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 septembre 2013](#)